



# Assemblée générale

Distr. générale  
19 novembre 2021  
Français  
Original : anglais

Soixante-seizième session  
Point 82 de l'ordre du jour

## Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixante-douzième session

### Rapport de la Sixième Commission

*Rapporteuse* : M<sup>me</sup> Ana L. Villalobos (Costa Rica)

#### I. Introduction

1. La question intitulée « Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixante-douzième session » a été inscrite à l'ordre du jour provisoire de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale conformément à la résolution [75/135](#) de l'Assemblée en date du 15 décembre 2020.
2. À sa 2<sup>e</sup> séance plénière, le 17 septembre 2021, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire cette question à son ordre du jour et de la renvoyer à la Sixième Commission.
3. La Sixième Commission a examiné la question de sa 16<sup>e</sup> à sa 25<sup>e</sup> séance et à sa 29<sup>e</sup> séance, du 25 au 29 octobre et du 1<sup>er</sup> au 3 novembre, et le 18 novembre 2021. Les vues des représentants qui ont pris part aux débats sont consignées dans les comptes rendus analytiques correspondants<sup>1</sup>.
4. Pour l'examen de la question, la Sixième Commission était saisie du rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixante-douzième session ([A/76/10](#)).
5. À la 16<sup>e</sup> séance, le 25 octobre, le Président de la Commission du droit international à sa soixante-douzième session a présenté le rapport de la Commission sur les travaux de cette session. La Sixième Commission a examiné le rapport après l'avoir divisé en trois parties, à savoir : partie I (chapitres I à V et chapitre X), de sa 16<sup>e</sup> à sa 19<sup>e</sup> séances, du 25 au 28 octobre ; partie II (chapitres VI et IX), de sa 19<sup>e</sup> à sa 23<sup>e</sup> séances, les 28 et 29 octobre et les 1<sup>er</sup> et 2 novembre ; partie III (chapitres VII et VIII), de sa 23<sup>e</sup> à sa 25<sup>e</sup> séances, les 2 et 3 novembre.

<sup>1</sup> [A/C.6/76/SR.16](#), [A/C.6/76/SR.17](#), [A/C.6/76/SR.18](#), [A/C.6/76/SR.19](#), [A/C.6/76/SR.20](#), [A/C.6/76/SR.21](#), [A/C.6/76/SR.22](#), [A/C.6/76/SR.23](#), [A/C.6/76/SR.24](#), [A/C.6/76/SR.25](#) et [A/C.6/76/SR.29](#).



## **II. Examen de projets de résolution**

### **A. Projet de résolution [A/C.6/76/L.16](#)**

6. À la 29<sup>e</sup> séance, le 18 novembre, le représentant du Pérou a présenté, au nom du Bureau de la Commission, un projet de résolution intitulé « Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixante-douzième session » ([A/C.6/76/L.16](#)).

7. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution [A/C.6/76/L.16](#) sans le mettre aux voix (voir par. 12, projet de résolution I).

### **B. Projet de résolution [A/C.6/76/L.15](#)**

8. À la 29<sup>e</sup> séance, le 18 novembre, le représentant de la Grèce a présenté, au nom du Bureau de la Commission, un projet de résolution intitulé « Protection de l'atmosphère » ([A/C.6/76/L.15](#)).

9. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution [A/C.6/76/L.15](#) sans le mettre aux voix (voir par. 12, projet de résolution II).

### **C. Projet de résolution [A/C.6/76/L.13](#)**

10. À la 29<sup>e</sup> séance, le 18 novembre, la représentante de la Colombie a présenté, au nom du Bureau de la Commission, un projet de résolution intitulé « Application à titre provisoire des traités » ([A/C.6/76/L.13](#)).

11. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution [A/C.6/76/L.13](#) sans le mettre aux voix (voir par. 12, projet de résolution III).

### III. Recommandation de la Sixième Commission

12. La Sixième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de résolution suivants :

#### Projet de résolution I

#### Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixante-douzième session

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* le rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixante-douzième session<sup>1</sup>,

*Soulignant* qu'il importe de poursuivre le développement progressif et la codification du droit international afin de mettre en œuvre les buts et les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies<sup>2</sup>,

*Constatant* qu'il est souhaitable de renvoyer à la Sixième Commission les questions de droit et de rédaction des textes, y compris les sujets susceptibles d'être soumis à la Commission du droit international pour examen approfondi, et de permettre aux deux commissions de contribuer davantage encore au développement progressif et à la codification du droit international,

*Rappelant* qu'il faut maintenir à l'étude les sujets de droit international qui, par l'intérêt nouveau ou renouvelé qu'ils présentent pour la communauté internationale, peuvent fournir matière au développement progressif et à la codification du droit international et donc figurer au programme de travail futur de la Commission du droit international,

*Rappelant* le rôle que jouent les États Membres pour ce qui est de proposer de nouveaux sujets à l'examen de la Commission du droit international, et notant à cet égard que celle-ci leur a recommandé de motiver leurs propositions,

*Réaffirmant* l'importance, pour l'aboutissement des travaux de la Commission du droit international, des informations communiquées par les États Membres sur leurs opinions et leur pratique,

*Consciente* de l'importance du travail effectué par les rapporteurs spéciaux de la Commission du droit international,

*Notant* que, du fait de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le Séminaire de droit international n'a pu être organisé ni en 2020 ni 2021, soulignant qu'il est important et opportun de tenir le Séminaire, et prenant note avec satisfaction des contributions volontaires versées au fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le Séminaire de droit international,

*Considérant* qu'il importe que l'*Annuaire de la Commission du droit international* soit publié en temps voulu et que l'arriéré de publication soit résorbé,

*Soulignant* qu'il est utile que la Sixième Commission cadre et structure le débat qu'elle consacre au rapport de la Commission du droit international de façon à

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-seizième session, Supplément n° 10 (A/76/10).

<sup>2</sup> Résolution 2625 (XXV), annexe.

pouvoir accorder l'attention voulue à chacun des grands sujets qui y sont traités et débattre de thèmes particuliers,

*Désireuse*, dans le cadre de la revitalisation du débat sur le rapport de la Commission du droit international, de renforcer encore l'interaction entre la Sixième Commission, constituée de représentants des États, et la Commission du droit international, constituée de juristes indépendants, pour améliorer le dialogue entre elles,

*Se félicitant* des initiatives prises par la Sixième Commission en vue de tenir des débats interactifs, des discussions de groupe et des séances de questions, comme elle l'envisageait dans sa résolution 58/316 du 1<sup>er</sup> juillet 2004 relative à de nouvelles mesures pour la revitalisation de ses travaux,

1. *Prend note* du rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixante-douzième session<sup>3</sup> ;

2. *Se félicite* du travail accompli par la Commission du droit international à sa soixante-douzième session, et note en particulier que celle-ci a achevé :

a) l'examen en seconde lecture des projets de directive sur la protection de l'atmosphère et des commentaires y relatifs<sup>4</sup> ;

b) l'examen en seconde lecture des projets de directive et du projet d'annexe formant le Guide de l'application à titre provisoire des traités, ainsi que des commentaires y relatifs<sup>5</sup> ;

3. *Recommande* que la Commission du droit international poursuive ses travaux sur les sujets actuellement inscrits à son programme de travail en tenant compte des commentaires et observations présentés par écrit par les États ou formulés oralement par les États au cours des débats de la Sixième Commission ;

4. *Appelle l'attention* des États sur le fait qu'il importe qu'ils fassent parvenir à la Commission du droit international, le 31 décembre 2021 ou, selon le cas, le 30 juin 2022 au plus tard, leurs observations sur les divers aspects des sujets inscrits à l'ordre du jour de celle-ci, en particulier tous les points mentionnés au chapitre III de son rapport<sup>6</sup> en ce qui concerne :

a) l'immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État ;

b) la succession d'États en matière de responsabilité de l'État ;

c) les principes généraux du droit ;

d) l'élévation du niveau de la mer au regard du droit international ;

5. *Encourage* la Commission du droit international à poursuivre l'examen des sujets inscrits à son programme de travail à long terme<sup>7</sup> ;

<sup>3</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-seizième session, Supplément n° 10 (A/76/10).

<sup>4</sup> Ibid., chap. IV, sect. E.

<sup>5</sup> Ibid., chap. V, sect. E.

<sup>6</sup> Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-seizième session, Supplément n° 10 (A/76/10).

<sup>7</sup> Sont actuellement inscrits au programme de travail à long terme de la Commission du droit international les sujets suivants : « Propriété et protection des épaves au-delà des limites de la juridiction maritime nationale », « Immunité juridictionnelle des organisations internationales », « Protection des données personnelles dans la circulation transfrontière de l'information », « Compétence extraterritoriale », « Règle du traitement juste et équitable en droit international de l'investissement », « Règlement des différends internationaux auxquels des organisations internationales sont parties », « La preuve devant les juridictions internationales », « Compétence

6. *Encourage également* la Commission du droit international à tenir compte, en particulier, des capacités et des vues des États Membres, ainsi que de sa charge de travail, au moment d'inscrire des sujets à son programme de travail actuel ;

7. *Prend note* des paragraphes 301 et 302 du rapport de la Commission du droit international<sup>8</sup>, et observe en particulier que la Commission a inscrit le sujet « Moyens auxiliaires de détermination des règles de droit international » à son programme de travail à long terme<sup>9</sup>, et demande à cet égard à la Commission de tenir compte des commentaires, des préoccupations et des observations formulés par les États au cours du débat de la Sixième Commission ;

8. *Prend note également* des paragraphes 313 et 316 du rapport de la Commission du droit international, et remercie la Commission d'avoir réussi à organiser une session hybride malgré les difficultés décrites dans lesdits paragraphes ;

9. *Prend note en outre* du paragraphe 317 du rapport de la Commission du droit international, et prie le Secrétaire général de continuer à rechercher des solutions concrètes pour soutenir le travail des rapporteurs spéciaux, en plus de celles que prévoit sa résolution 56/272 du 27 mars 2002 ;

10. *Se félicite* des efforts que la Commission du droit international fait pour améliorer ses méthodes de travail, et l'encourage à persévérer dans cette voie ;

11. *Invite* la Commission du droit international à continuer de prendre des mesures pour améliorer son efficacité et sa productivité et à envisager de présenter aux États Membres des propositions à cette fin ;

12. *Rappelle* qu'il importe de procéder à une analyse approfondie de la pratique des États et de tenir compte de la diversité des systèmes juridiques des États Membres dans les travaux de la Commission du droit international ;

13. *Prend note* du paragraphe 321 du rapport de la Commission du droit international, rappelle l'importance primordiale du multilinguisme, établie dans ses résolutions 69/324 du 11 septembre 2015 et 73/346 du 16 septembre 2019 sur le multilinguisme, souligne qu'il importe de publier les documents de la Commission en temps utile dans les six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies et qu'il faut veiller à ce qu'ils soient corrects dans toutes les langues, et demande à cette fin aux rapporteurs spéciaux de soumettre leurs rapports dans les délais fixés par le Secrétariat et à celui-ci d'accorder l'attention voulue à la qualité de la traduction des documents de la Commission dans les six langues officielles ;

14. *Engage* la Commission du droit international à prendre de nouvelles mesures d'économie à ses futures sessions, sans pour autant nuire à l'efficacité et à l'efficience de ses travaux ;

15. *Rappelle* que la Commission du droit international a son siège à l'Office des Nations Unies à Genève ;

16. *Prend note* du paragraphe 328 du rapport de la Commission du droit international, et décide que celle-ci tiendra sa prochaine session à l'Office des Nations Unies à Genève du 18 avril au 3 juin et du 4 juillet au 5 août 2022 ;

---

pénale universelle », « Réparation due aux personnes victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire », « Prévention et répression des actes de piraterie et des vols à main armée en mer » et « Moyens auxiliaires de détermination des règles de droit international ».

<sup>8</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-seizième session, Supplément n° 10 (A/76/10)*.

<sup>9</sup> Ibid., par. 302.

17. *Souligne* qu'il est souhaitable d'améliorer encore le dialogue entre la Commission du droit international, en particulier les rapporteurs spéciaux, et la Sixième Commission, et préconise à ce propos de poursuivre la pratique des consultations informelles sous la forme d'échanges de vues entre les membres des deux commissions tout au long de l'année ;

18. *Engage* les délégations, pendant le débat sur le rapport de la Commission du droit international, à continuer de suivre autant que possible le programme de travail structuré adopté par la Sixième Commission et à faire des déclarations concises et centrées sur les sujets à l'examen ;

19. *Engage* les États Membres à envisager de se faire représenter par un conseiller juridique pendant la première semaine au cours de laquelle la Sixième Commission examine le rapport de la Commission du droit international (Semaine du droit international), afin que les questions de droit international puissent faire l'objet d'un débat de haut niveau ;

20. *Souligne* à cet égard qu'il faut prévoir suffisamment de temps pour l'examen du rapport de la Commission du droit international à la Sixième Commission ;

21. *Prie* la Commission du droit international de continuer à bien indiquer dans son rapport annuel, pour chaque sujet, les points sur lesquels les observations des États, formulées à la Sixième Commission ou présentées par écrit, lui seraient particulièrement utiles pour orienter comme il se doit la poursuite de ses travaux ;

22. *Prend note* des paragraphes 330 à 332 du rapport de la Commission du droit international, concernant la coopération et les relations avec d'autres organes, et invite la Commission à continuer d'appliquer l'alinéa e) de l'article 16 et les articles 25 et 26 de son statut pour renforcer encore sa coopération avec d'autres organes s'occupant de droit international, compte tenu de l'utilité de cette coopération ;

23. *Observe* que les organismes nationaux et les juristes qui s'occupent de droit international peuvent aider les États à décider s'ils doivent ou non faire des commentaires et des observations sur les projets présentés par la Commission du droit international ainsi qu'à formuler de tels commentaires et observations ;

24. *Réaffirme* ses décisions antérieures sur l'aide indispensable que la Division de la codification du Bureau des affaires juridiques du Secrétariat apporte à la Commission du droit international, notamment en rédigeant des mémoires et des études sur des sujets inscrits à l'ordre du jour de celle-ci ;

25. *Réaffirme également* ses décisions antérieures concernant la documentation et les comptes rendus analytiques des séances de la Commission du droit international<sup>10</sup> ;

26. *Prend note* du paragraphe 319 du rapport de la Commission du droit international, souligne qu'il faut accélérer l'établissement des comptes rendus analytiques des séances de la Commission, et se félicite que, d'une part, les mesures prises à la soixante-cinquième session de la Commission pour rationaliser le traitement des comptes rendus analytiques<sup>11</sup> aient été maintenues, ce qui a permis de

<sup>10</sup> Voir les résolutions 32/151, par. 10, et 37/111, par. 5, ainsi que toutes les résolutions ultérieures sur les rapports annuels présentés à l'Assemblée générale par la Commission du droit international ; voir également l'*Annuaire de la Commission du droit international* 1982, vol. II (Deuxième partie), par. 267 à 269 et 271, ainsi que les rapports annuels subséquents de la Commission.

<sup>11</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-huitième session, Supplément n° 10 (A/68/10)*, par. 183.

rationaliser l'emploi des ressources, et que, d'autre part, la longueur des comptes rendus analytiques de la Commission, qui constituent les travaux préparatoires du développement progressif et de la codification du droit international, ne soit pas arbitrairement limitée ;

27. *Se félicite* de l'institutionnalisation de la pratique du Secrétariat de publier en anglais et en français, sur le site Web de la Commission du droit international, les comptes rendus analytiques provisoires des travaux de celle-ci ;

28. *Se félicite également* des efforts déployés par le Secrétariat en vue d'assurer le traitement rapide et efficace des documents de la Commission du droit international et de l'institutionnalisation des mesures expérimentales prises à la soixante-huitième session de la Commission pour rationaliser l'édition de ces documents ;

29. *Prend note* du paragraphe 318 du rapport de la Commission du droit international, souligne l'importance que les publications de la Division de la codification revêtent pour les travaux de la Commission, salue en particulier la publication de la neuvième édition de *La Commission du droit international et son œuvre* en chinois, en espagnol, en français et en russe, et prie de nouveau le Secrétaire général de continuer de publier *La Commission du droit international et son œuvre* dans les six langues officielles au début de chaque quinquennat, le *Recueil des sentences arbitrales* en anglais ou en français et le *Résumé des arrêts, avis consultatifs et ordonnances de la Cour internationale de Justice* dans les six langues officielles tous les cinq ans ;

30. *Prend note également* du paragraphe 323 du rapport de la Commission du droit international, souligne la valeur incomparable de l'*Annuaire de la Commission du droit international*, et prie le Secrétaire général de veiller à ce qu'il soit publié en temps voulu dans toutes les langues officielles ;

31. *Exprime sa reconnaissance* aux États qui ont versé des contributions volontaires au fonds d'affectation spéciale destiné à résorber l'arriéré de publication de l'*Annuaire de la Commission du droit international*, et encourage le versement d'autres contributions à ce fonds ;

32. *Prend note* du paragraphe 324 du rapport de la Commission du droit international, se félicite des progrès remarquables accomplis ces dernières années dans la résorption de l'arriéré de publication de l'*Annuaire de la Commission du droit international* dans les six langues, salue les efforts faits par la Division de la gestion des conférences de l'Office des Nations Unies à Genève, notamment la Section de l'édition, pour donner effectivement suite à ses résolutions appelant à la résorption de l'arriéré, encourage la Division à fournir en permanence à la Section de l'édition l'appui dont celle-ci a besoin pour assurer la publication de l'*Annuaire de la Commission du droit international*, et demande que la Commission soit tenue régulièrement informée des progrès accomplis à cet égard ;

33. *Se félicite* des efforts constants que fait la Division de la codification pour tenir à jour et améliorer le site Web où sont présentés les travaux de la Commission du droit international ;

34. *Prend note* du paragraphe 329 du rapport de la Commission du droit international, dans lequel la Commission propose que soit envisagée la création d'un fonds d'affectation spéciale destiné à soutenir les rapporteurs spéciaux, en particulier ceux qui viennent de régions en développement, afin, d'une part, de leur apporter toute l'aide dont ils ont besoin pour faire les recherches préalables à l'établissement de leurs rapports, et, d'autre part, de pallier toute insuffisance budgétaire susceptible d'empêcher la pleine participation de son secrétariat, souligne qu'il importe de

prévoir dans le budget ordinaire les crédits nécessaires pour la Commission et son secrétariat, et demande des précisions sur les contraintes et les insuffisances dont il est question au paragraphe 329, ainsi que sur les options disponibles pour y remédier, y compris des informations concernant le mandat du fonds d'affectation spéciale proposé, qu'elle examinera à sa soixante-dix-septième session ;

35. *Prend note également* des paragraphes 334 et 335 du rapport de la Commission du droit international, espère que le Séminaire de droit international continuera de se tenir parallèlement aux sessions de la Commission du droit international et attirera un nombre croissant de participants représentant les principaux systèmes juridiques du monde et provenant de différents pays de chaque région du monde, et en particulier de pays en développement, ainsi que des représentants auprès de la Sixième Commission, et invite les États à continuer de verser au fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le Séminaire de droit international les contributions volontaires dont il a besoin d'urgence ;

36. *Prie* le Secrétaire général de fournir au Séminaire de droit international les services dont il a besoin, y compris, s'il y a lieu, des services d'interprétation, et l'engage à continuer de réfléchir aux moyens d'améliorer l'organisation et la structure du Séminaire ;

37. *Souligne* l'importance des comptes rendus analytiques et du résumé thématique du débat de la Sixième Commission pour les travaux de la Commission du droit international, et prie à cet égard le Secrétaire général de porter à l'attention de la Commission du droit international les comptes rendus des séances consacrées à l'examen du rapport de celle-ci, ainsi que toutes déclarations écrites distribuées par les délégations qui prononcent un discours, et d'établir et de faire distribuer, suivant la pratique établie, un résumé thématique du débat ;

38. *Prie* le Secrétariat de distribuer aux États, dès que possible après la fin de la session de la Commission du droit international, le chapitre II du rapport de celle-ci, contenant le résumé des travaux de la session, ainsi que le chapitre III, consacré aux points sur lesquels des observations des États seraient particulièrement intéressantes pour la Commission, et tout projet de dispositions adopté par la Commission en première ou en seconde lecture ;

39. *Prie également* le Secrétariat de diffuser le rapport complet de la Commission du droit international dès que possible après la fin de la session de la Commission pour que les États Membres puissent l'examiner suffisamment à l'avance et avant l'expiration du délai qu'elle a fixé pour la présentation des rapports ;

40. *Engage* la Commission du droit international à continuer d'envisager différentes manières de formuler les points sur lesquels les observations des États seraient particulièrement intéressantes pour elle, afin d'aider ceux-ci à mieux comprendre les questions auxquelles ils doivent répondre ;

41. *Recommande* que, à sa soixante-dix-septième session, l'examen du rapport de la Commission du droit international commence le 24 octobre 2022.



## Projet de résolution II

### Protection de l'atmosphère

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* le chapitre IV du rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixante-douzième session<sup>1</sup>, où figure le texte du projet de préambule et des projets de directive sur la protection de l'atmosphère,

*Prenant acte* de la recommandation formulée par la Commission du droit international au paragraphe 37 de son rapport,

*Soulignant* que la codification et le développement progressif du droit international, envisagés à l'alinéa *a* du paragraphe 1 de l'Article 13 de la Charte des Nations Unies, conservent toute leur importance,

*Notant* que la question de la protection de l'atmosphère est de toute première importance pour les relations internationales,

1. *Se félicite* que la Commission du droit international ait achevé ses travaux sur la protection de l'atmosphère et adopté le projet de préambule et les projets de directive sur ce sujet, ainsi que les commentaires y relatifs<sup>2</sup> ;

2. *Exprime sa satisfaction* à la Commission du droit international pour le concours qu'elle continue d'apporter à la codification et au développement progressif du droit international ;

3. *Prend acte* des observations et commentaires formulés sur le sujet lors des débats de la Sixième Commission, notamment à sa soixante-seizième session<sup>3</sup>, après que la Commission du droit international a achevé l'examen de cette question, conformément à son statut ;

4. *Prend acte également* du préambule et des directives sur la protection de l'atmosphère, dont le texte est annexé à la présente résolution, avec les commentaires y relatifs, les porte à l'attention des États, des organisations internationales et de toute entité pouvant être amenée à s'intéresser au sujet, et recommande qu'ils soient diffusés le plus largement possible.

## Annexe

### Directives sur la protection de l'atmosphère

#### Préambule

*Consciente* que l'atmosphère est une ressource naturelle, d'une capacité d'assimilation limitée, indispensable à la vie sur terre, à la santé et au bien-être de l'homme, et aux écosystèmes aquatiques et terrestres,

*Ayant à l'esprit* que des substances polluantes et des substances de dégradation sont transportées et propagées dans l'atmosphère,

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-seizième session, Supplément n° 10 (A/76/10).

<sup>2</sup> Ibid., par. 39 et 40.

<sup>3</sup> Voir A/C.6/76/SR.16, A/C.6/76/SR.17, A/C.6/76/SR.18, A/C.6/76/SR.19, A/C.6/76/SR.20, A/C.6/76/SR.21, A/C.6/76/SR.22, A/C.6/76/SR.23, A/C.6/76/SR.24, A/C.6/76/SR.25 et A/C.6/76/SR.29. Le texte intégral des déclarations faites à la Sixième Commission peut être consulté (dans la langue originale) sur le site Web de la Sixième Commission ([www.un.org/fr/ga/sixth/](http://www.un.org/fr/ga/sixth/)).

*Considérant* que la pollution atmosphérique et la dégradation atmosphérique sont un sujet de préoccupation pour l'humanité tout entière,

*Consciente* de la situation et des besoins particuliers des pays en développement,

*Constatant* qu'il existe une interaction étroite entre l'atmosphère et les océans,

*Constatant notamment* la situation particulière dans laquelle les zones côtières de faible élévation et les petits États insulaires en développement se trouvent du fait de l'élévation du niveau de la mer,

*Reconnaissant* qu'il convient de tenir pleinement compte du fait qu'il est dans l'intérêt des générations futures de préserver durablement la qualité de l'atmosphère,

*Rappelant* que les présentes directives ont été élaborées à la condition qu'elles ne viseraient ni à empiéter sur les négociations politiques pertinentes ni à imposer aux régimes conventionnels actuels des règles ou des principes qui n'y figurent pas déjà,

## **Directive 1**

### **Définitions**

Aux fins des présentes directives :

- a) On entend par « atmosphère » l'enveloppe gazeuse qui entoure la Terre ;
- b) On entend par « pollution atmosphérique » l'émission ou le rejet dans l'atmosphère par l'homme, directement ou indirectement, de substances ou d'énergie contribuant à des effets nocifs significatifs qui s'étendent au-delà de l'État d'origine et qui sont de nature à mettre en danger la vie et la santé de l'homme et l'environnement naturel de la Terre ;
- c) On entend par « dégradation atmosphérique » toute altération par l'homme, directement ou indirectement, des conditions atmosphériques, qui a des effets nocifs significatifs de nature à mettre en danger la vie et la santé de l'homme et l'environnement naturel de la Terre.

## **Directive 2**

### **Champ d'application**

- 1. Les présentes directives concernent la protection de l'atmosphère contre la pollution atmosphérique et la dégradation atmosphérique.
- 2. Les présentes directives ne traitent pas et sont sans préjudice des questions relatives au principe « pollueur-payeur », au principe de précaution et au principe des responsabilités communes mais différenciées.
- 3. Rien dans les présentes directives ne remet en cause le statut de l'espace aérien en vertu du droit international ni les questions relatives à l'espace extra-atmosphérique, y compris sa délimitation.

## **Directive 3**

### **Obligation de protéger l'atmosphère**

Les États ont l'obligation de protéger l'atmosphère en faisant preuve de la diligence requise dans l'adoption de mesures appropriées, conformément aux règles de droit international applicables, en vue de prévenir, réduire ou maîtriser la pollution atmosphérique et la dégradation atmosphérique.

#### **Directive 4** **Évaluation de l'impact sur l'environnement**

Les États ont l'obligation de veiller à ce qu'il soit procédé à une évaluation de l'impact sur l'environnement des activités projetées relevant de leur juridiction ou contrôle qui sont susceptibles d'avoir un impact préjudiciable important sur l'atmosphère en termes de pollution atmosphérique ou de dégradation atmosphérique.

#### **Directive 5** **Utilisation durable de l'atmosphère**

1. Dans la mesure où l'atmosphère est une ressource naturelle d'une capacité d'assimilation limitée, son utilisation devrait être entreprise de manière durable.
2. L'utilisation durable de l'atmosphère inclut le besoin de concilier le développement économique et la protection de l'atmosphère.

#### **Directive 6** **Utilisation équitable et raisonnable de l'atmosphère**

L'atmosphère devrait être utilisée d'une manière équitable et raisonnable, en tenant pleinement compte des intérêts des générations présentes et futures.

#### **Directive 7** **Modification intentionnelle à grande échelle de l'atmosphère**

Les activités visant à la modification intentionnelle à grande échelle de l'atmosphère ne devraient être menées qu'avec prudence et précaution, et sous réserve de toute règle applicable de droit international, y compris les règles relatives à l'évaluation de l'impact sur l'environnement.

#### **Directive 8** **Coopération internationale**

1. Les États ont l'obligation de coopérer, selon qu'il convient, entre eux et avec les organisations internationales pertinentes pour protéger l'atmosphère contre la pollution atmosphérique et la dégradation atmosphérique.
2. Les États devraient coopérer ensemble au développement des connaissances scientifiques et techniques sur les causes et les répercussions de la pollution atmosphérique et de la dégradation atmosphérique. Cette coopération pourrait prendre la forme d'un échange d'informations et d'un suivi conjoint.

#### **Directive 9** **Relations entre règles pertinentes**

1. Les règles de droit international relatives à la protection de l'atmosphère et les autres règles de droit international pertinentes, y compris, *inter alia*, les règles du droit international du commerce et de l'investissement, du droit de la mer et du droit international des droits de l'homme, devraient, dans la mesure du possible, être déterminées, interprétées et appliquées de manière à faire apparaître un ensemble unique d'obligations compatibles, en conformité avec les principes de l'harmonisation et de l'intégration systémique et dans l'objectif d'éviter les conflits. Cela devrait être fait conformément aux règles pertinentes énoncées dans la Convention de Vienne sur le droit des traités, notamment à l'article 30 et au paragraphe 3 c) de l'article 31, ainsi qu'aux principes et règles du droit international coutumier.
2. Les États devraient, dans la mesure du possible, lorsqu'ils élaborent de nouvelles règles de droit international concernant la protection de l'atmosphère et

d'autres règles pertinentes du droit international, s'efforcer de le faire de manière harmonieuse.

3. Aux fins de l'application des paragraphes 1 et 2, les États devraient prêter une attention particulière aux personnes et aux groupes particulièrement vulnérables à la pollution et la dégradation atmosphériques. Ces groupes peuvent inclure, *inter alia*, les peuples autochtones, les populations des pays les moins avancés et les populations des zones côtières de faible élévation et des petits États insulaires en développement touchés par l'élévation du niveau de la mer.

#### **Directive 10**

##### **Mise en œuvre**

1. La mise en œuvre en droit interne des obligations de droit international relatives à la protection de l'atmosphère contre la pollution atmosphérique et la dégradation atmosphérique, y compris celles énoncées dans les présentes directives, peut s'accomplir par les voies législative, administrative, judiciaire et par d'autres voies.

2. Les États devraient s'efforcer de donner effet aux recommandations formulées dans les présentes directives.

#### **Directive 11**

##### **Contrôle du respect**

1. Les États sont tenus de respecter leurs obligations en vertu du droit international relatives à la protection de l'atmosphère contre la pollution atmosphérique et la dégradation atmosphérique de bonne foi, y compris par le respect des règles et procédures prévues dans les accords pertinents auxquels ils sont parties.

2. Pour assurer le contrôle du respect, des procédures de facilitation ou d'exécution peuvent être utilisées, selon qu'il convient, conformément aux accords pertinents :

a) Les procédures de facilitation peuvent notamment consister à fournir une assistance aux États, en cas de non-respect, de manière transparente, non accusatoire et non punitive, afin que les États concernés s'acquittent de leurs obligations en vertu du droit international, compte tenu de leurs capacités et de leurs conditions particulières ;

b) Les procédures d'exécution peuvent notamment consister à mettre en garde contre une situation de non-respect, à supprimer les droits et privilèges que leur confèrent les accords pertinents, ainsi qu'à imposer d'autres formes de mesures d'exécution.

#### **Directive 12**

##### **Règlement des différends**

1. Les différends entre États relatifs à la protection de l'atmosphère contre la pollution atmosphérique et la dégradation atmosphérique doivent être réglés par des moyens pacifiques.

2. Ces différends pouvant présenter une grande complexité factuelle et une dimension scientifique marquée, une attention toute particulière devrait être accordée au recours à des experts scientifiques et techniques.

## Projet de résolution III

### Application à titre provisoire des traités

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* le chapitre V du rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixante-douzième session<sup>1</sup>, dans lequel figure le Guide de l'application à titre provisoire des traités,

*Prenant acte* de la recommandation formulée par la Commission du droit international au paragraphe 49 de son rapport,

*Soulignant* que la codification et le développement progressif du droit international, envisagés à l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'Article 13 de la Charte des Nations Unies, conservent toute leur importance,

*Notant* que la question de l'application à titre provisoire des traités est de toute première importance pour les relations internationales,

*Soulignant* le caractère essentiellement volontaire et facultatif de l'application à titre provisoire des traités,

1. *Se félicite* de la conclusion des travaux de la Commission du droit international sur l'application à titre provisoire des traités et de l'adoption des projets de directive et du projet d'annexe formant le Guide de l'application provisoire des traités, ainsi que des commentaires y relatifs ;

2. *Rend hommage* à la Commission du droit international pour la contribution qu'elle continue d'apporter à la codification et au développement progressif du droit international ;

3. *Prend note* des vues et des observations exprimées lors des débats de la Sixième Commission sur le sujet, notamment à sa soixante-seizième session<sup>2</sup>, après que la Commission du droit international a achevé l'examen de cette question, conformément à son statut ;

4. *Prend note également* du Guide de l'application à titre provisoire des traités, y compris les directives, dont le texte est annexé à la présente résolution, porte le Guide à l'attention des États et des organisations internationales pour examen, et invite à le diffuser aussi largement que possible ;

5. *Prie* le Secrétaire général d'établir un volume de la Série législative des Nations Unies compilant la pratique des États et des organisations internationales en matière d'application à titre provisoire des traités, telle qu'elle s'est constituée au fil des ans, ainsi que d'autres documents relatifs au sujet.

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-seizième session, Supplément n° 10 (A/76/10).

<sup>2</sup> Voir A/C.6/76/SR.16, A/C.6/76/SR.17, A/C.6/76/SR.18 et A/C.6/76/SR.19. Le texte intégral des déclarations faites à la Sixième Commission peut être consulté (dans la langue originale) sur le site Web de la Sixième Commission ([www.un.org/fr/ga/sixth/](http://www.un.org/fr/ga/sixth/)).

## **Annexe**

### **Texte du Guide de l'application à titre provisoire des traités**

#### **Directive 1**

##### **Champ d'application**

Les présentes directives portent sur l'application à titre provisoire des traités par les États et les organisations internationales.

#### **Directive 2**

##### **Objet**

L'objet des présentes directives est de fournir des orientations en ce qui concerne le droit et la pratique relatifs à l'application à titre provisoire des traités, sur la base de l'article 25 de la Convention de Vienne sur le droit des traités et d'autres règles pertinentes de droit international.

#### **Directive 3**

##### **Règle générale**

Un traité ou une partie d'un traité s'applique à titre provisoire en attendant son entrée en vigueur entre les États ou organisations internationales concernés, lorsque le traité lui-même en dispose ainsi, ou lorsqu'il en a été ainsi convenu d'une autre manière.

#### **Directive 4**

##### **Forme de l'accord**

Outre le cas dans lequel le traité en dispose ainsi, l'application à titre provisoire d'un traité ou d'une partie d'un traité peut être convenue entre les États ou organisations internationales concernés au moyen :

- a) d'un traité distinct ; ou
- b) de tout autre moyen ou arrangement, y compris :
  - i) une résolution, décision ou autre acte adopté par une organisation internationale ou lors d'une conférence intergouvernementale conformément aux règles d'une telle organisation ou conférence, reflétant l'accord des États ou organisations internationales concernés ;
  - ii) une déclaration d'un État ou d'une organisation internationale qui est acceptée par les autres États ou organisations internationales concernés.

#### **Directive 5**

##### **Prise d'effet**

L'application à titre provisoire d'un traité ou d'une partie d'un traité prend effet à la date et suivant les conditions et les modalités fixées par le traité ou autrement convenues.

#### **Directive 6**

##### **Effet juridique**

L'application à titre provisoire d'un traité ou d'une partie d'un traité produit une obligation juridiquement contraignante d'appliquer le traité ou une partie de celui-ci entre les États ou organisations internationales concernés, sauf dans la mesure où le traité en dispose autrement ou qu'il en est autrement convenu. Un tel traité ou partie d'un traité qui s'applique à titre provisoire doit être exécuté de bonne foi.

## **Directive 7**

### **Réserves**

Les présentes directives sont sans préjudice de toute question concernant les réserves relatives à l'application à titre provisoire d'un traité ou d'une partie d'un traité.

## **Directive 8**

### **Responsabilité en cas de violation**

La violation d'une obligation découlant d'un traité ou d'une partie d'un traité appliqué à titre provisoire engage la responsabilité internationale conformément aux règles applicables du droit international.

## **Directive 9**

### **Extinction**

1. L'application à titre provisoire d'un traité ou d'une partie d'un traité prend fin avec l'entrée en vigueur de ce traité dans les relations entre les États ou organisations internationales concernés.
2. À moins que le traité en dispose autrement ou qu'il en soit autrement convenu, l'application à titre provisoire d'un traité ou d'une partie d'un traité à l'égard d'un État ou d'une organisation internationale prend fin si cet État ou l'organisation internationale notifie aux autres États ou organisations internationales concernés son intention de ne pas devenir partie au traité.
3. À moins que le traité en dispose autrement ou qu'il en soit autrement convenu, un État ou une organisation internationale peut invoquer d'autres motifs pour mettre fin à l'application à titre provisoire, auquel cas il le notifie aux autres États ou organisations internationales concernés.
4. À moins que le traité en dispose autrement ou qu'il en soit autrement convenu, le fait que l'application à titre provisoire d'un traité ou d'une partie d'un traité a pris fin ne porte atteinte à aucun droit, aucune obligation ni aucune situation juridique créés par l'exécution de ladite application à titre provisoire avant qu'elle ait pris fin.

## **Directive 10**

### **Droit interne des États, règles des organisations internationales et respect des traités appliqués à titre provisoire**

1. Un État qui a convenu de l'application à titre provisoire d'un traité ou d'une partie d'un traité ne peut invoquer les dispositions de son droit interne comme justifiant la non-exécution d'une obligation découlant de ladite application à titre provisoire.
2. Une organisation internationale qui a convenu de l'application à titre provisoire d'un traité ou d'une partie d'un traité ne peut invoquer les règles de l'organisation comme justifiant la non-exécution d'une obligation découlant de ladite application à titre provisoire.

## **Directive 11**

### **Dispositions du droit interne des États et règles des organisations internationales concernant la compétence de convenir de l'application à titre provisoire des traités**

1. Un État ne peut invoquer le fait que son consentement à l'application à titre provisoire d'un traité ou d'une partie d'un traité a été exprimé en violation d'une disposition de son droit interne concernant la compétence de convenir de l'application

à titre provisoire des traités comme viciant son consentement, à moins que cette violation n'ait été manifeste et ne concerne une règle de son droit interne d'importance fondamentale.

2. Une organisation internationale ne peut invoquer le fait que son consentement à l'application à titre provisoire d'un traité ou d'une partie d'un traité a été exprimé en violation des règles de l'organisation concernant la compétence de convenir de l'application à titre provisoire des traités comme viciant son consentement, à moins que cette violation n'ait été manifeste et ne concerne une règle d'importance fondamentale.

#### **Directive 12**

#### **Accord relatif à l'application à titre provisoire avec des limites découlant du droit interne des États ou des règles des organisations internationales**

Les présentes directives sont sans préjudice du droit des États ou des organisations internationales de convenir, dans le traité lui-même ou autrement, de l'application à titre provisoire du traité ou d'une partie du traité avec des limites découlant du droit interne des États ou des règles des organisations internationales.

---